

Ville de Bagnols-sur-Cèze  
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n° 021/2019  
du Conseil municipal  
Séance du 13 avril 2019**

\*\*\*\*\*

**Date d'envoi des convocations  
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 2 avril 2019**  
**Nombre de Conseillers municipaux : 33**  
**Nombre de Conseillers municipaux présents : 26**  
**Nombre de Conseillers municipaux absents  
ayant donné procuration : 5**  
**Nombre de Conseillers municipaux absents : 2**

\*\*\*\*\*

L'an deux mille dix-neuf, le 13 avril à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

**Conseillers municipaux présents :** Jean-Yves **CHAPELET**, Denis **RIEU**, Emmanuelle **CREPIEUX**, Maxime **COUSTON**, Ghislaine **COURBEY**, Michel **CEGIELSKI**, Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Ghislaine **PAGES**, Rémy **SALGUES**, Jean Christian **REY**, Catherine **EYSSERIC**, Karine **GARDY**, Raymond **MASSE**, Laurence **VOIGNIER**, Aldjia **SAAIDIA**, Christian **SUAU**, François **PENCHENIER**, Christine **MUCCIO**, Philippe **BERTHOMIEU**, Anthony **CELLIER**, Serge **ROUQUAIROL**, Claudine **PRAT**, Christian **ROUX**, Yvette **ORTIZ**, Claude **ROUX**, Jean-Pierre **NAVARRO**

**Conseillers municipaux absents ayant donné procuration :** Vincent **POUTIER** *procuration à R. SALGUES*, Ali **OUATIZERGA** *procuration à D. RIEU*, Murielle **ISNARD** *procuration à G. PAGES*, Michel **AYMERIC** *procuration à JP NAVARRO*, Carole **BRESCHET** *procuration à M. CEGIELSKI*

**Conseillers municipaux absents :** Stéphane **PEREZ**, Anne-Marie **AYMERIC**

**Secrétaire de séance :** Michel **CEGIELSKI**

**Objet : Délégation du service public d'eau potable et procédure d'organisation de la consultation**

Considérant qu'en vertu de l'article L.1411.4 du Code général des collectivités territoriales, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la Commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire,

Considérant que la Commune a formé un projet de délégation du service public de l'eau potable qui s'inscrit dans le nouveau régime issu du nouveau Code de la commande publique, tel qu'il résulte de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique,

Considérant qu'il convient de se prononcer sur le principe de la délégation du service public de distribution de l'eau potable dans les conditions mentionnées dans le rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations de la délégation de service public de l'eau potable et de se prononcer sur les aspects essentiels de l'organisation de la consultation dans les conditions précisées au rapport de Monsieur le Maire,

Vu le rapport de présentation de la Commission consultative des services publics locaux du 2 avril 2019,

Vu l'avis de la Commission consultative des services publics locaux du 2 avril 2019,

Vu le rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire du service public de l'eau potable,

Considérant que les besoins à satisfaire doivent être déterminées avant le lancement de la consultation en prenant en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale,

Considérant qu'en outre la technique de la délégation de service public permet de prendre en compte, grâce au lissage des coûts que permet un tel contrat sur sa durée, les besoins en investissements du service. Ce besoin s'inscrit dans l'utilisation optimale aux plans tant économique qu'environnemental d'une ressource par nature limitée,

Considérant que bien qu'en l'espèce la valeur de la délégation de service public n'influe pas sur la procédure de mise en concurrence applicable spécifiquement définie pour le service de l'eau potable comme secteur exclu la valeur estimée du contrat de concession participe a minima de la définition du besoin,

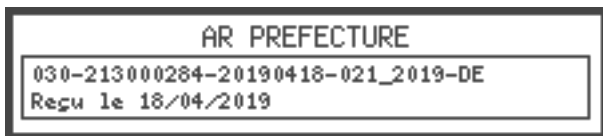
Considérant qu'en application des dispositions de l'article R 3121-2 du Code de la commande publique, cette valeur correspond au chiffre d'affaires total hors taxes du concessionnaire pendant la durée du contrat, eu égard à la nature des prestations qui font l'objet de la concession et que doivent être pris en compte la valeur de toute forme d'option et les éventuelles prolongations de la durée du contrat de concession, les recettes perçues sur les usagers des ouvrages ou des services, autres que celles collectées pour le compte de l'autorité concédante ou d'autres personnes, les paiements effectués par l'autorité concédante ou toute autre autorité publique ou tout avantage financier octroyé par l'une de celles-ci au concessionnaire, la valeur des subventions ou de tout autre avantage financier octroyés par des tiers pour l'exploitation de la concession, les recettes tirées de toute vente d'actifs faisant partie de la concession, la valeur de toutes les fournitures et services mis à la disposition du concessionnaire par l'autorité concédante, à condition qu'ils soient nécessaires à l'exécution des travaux ou à la prestation des services, toutes primes ou tous paiements au profit des candidats ou des soumissionnaires,

Considérant qu'en fonction de ces éléments, la valeur estimée indicative du contrat est de : 5 752 479 € pour une durée de 6 ans (solution de base) et 8 625 508 € pour une durée de 8 ans (variante),

Considérant qu'en application des articles L 3114-7 et R.3114-2 du Code de la Commande publique, les contrats de concession doivent être limités dans leur durée, qui est déterminée par l'autorité concédante en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements demandés au concessionnaire, sachant que dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement notamment, les contrats de concession ne peuvent avoir une durée supérieure à vingt ans sauf examen préalable par l'autorité compétente de l'État, à l'initiative de l'autorité concédante, des justificatifs de dépassement de cette durée,

Considérant que les investissements dont il s'agit s'entendent comme les investissements initiaux ainsi que ceux devant être réalisés pendant la durée du contrat de concession, nécessaires pour l'exploitation des travaux ou des services concédés. Pour les contrats de concession d'une durée supérieure à cinq ans, la durée du contrat ne doit pas excéder le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat,

Considérant que les dispositions précitées et conformément au rapport du Maire sur les caractéristiques essentielles des prestations à assurer dans le cadre du contrat de gestion déléguée du service public, le Conseil municipal confirme qu'une durée de base de 6 ans apparaît correspondre au temps raisonnablement escompté pour l'amortissement des investissements nécessaires (pour l'essentiel des opérations de renouvellement et le passage des réseaux en classe A) et qu'en cas de choix pour la variante imposée (Mise en place en sus de la télérelève), la durée de 8 ans répond aux mêmes caractéristiques,



Considérant qu'en application de l'article R 3126-1 du Code de la commande publique, qui vise explicitement les activités d'opérateurs de réseaux, la procédure mise en œuvre relève de la procédure allégée,

Considérant que l'avis d'appel public à la concurrence pourra être publié dans les jours suivants la présente délibération, le Conseil décide de fixer le délai de réception des candidatures accompagnées des offres à une durée de 30 jours minimum, soit en fonction de l'envoi de l'avis de concession au plus tard le 2 mai 2019, au 3 juin 2019,

Considérant que sans préjudice des dispositions du chapitre préliminaire et du chapitre Ier du titre Ier du livre IV de la première partie du Code général des collectivités territoriales, l'autorité concédante organise librement la procédure qui conduit au choix du concessionnaire,

Considérant que conformément aux dispositions spécifiques et complémentaires applicables aux délégations de service public, la Commission de délégation ouvre les plis contenant les candidatures ou les offres et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public,

Considérant qu'au vu de l'avis de la Commission, l'autorité habilitée à signer la convention peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires. Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la Commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat. Deux mois au moins après la saisine de la commission, l'assemblée délibérante se prononce sur le choix du délégataire et le contrat de délégation,

Considérant que la Commission est composée s'agissant d'une commune de plus de 10 000 habitants, par le Maire ou son représentant, président, et par trois membres du Conseil municipal élus par le Conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires. Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la Commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum. Lorsqu'ils y sont invités par le président de la Commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la Commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal. Peuvent participer à la Commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la Commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public,

Considérant que les membres titulaires et suppléants de la Commission chargée d'ouvrir les plis, prévue à l'article L. 1411-5, contenant les offres des candidats susceptibles d'être retenus comme délégataires d'un service public local sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. L'assemblée délibérante locale fixe les conditions de dépôt des listes,

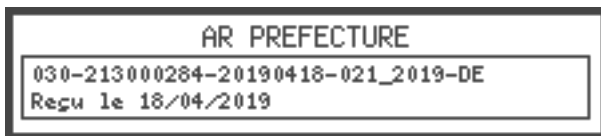
Considérant que la Commission a pour rôle d'ouvrir les plis contenant les candidatures ou les offres et de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Au vu de l'avis de la Commission, l'autorité habilitée à signer la convention peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par l'article L 3124-1 du Code de la commande publique. Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la Commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat,

Considérant qu'eu égard à la modification à la marge des règles de composition de la Commission de DSP la participation du comptable de la collectivité et du représentant du ministre chargé de la concurrence devient facultative,

Considérant que conformément au règlement de la consultation, les conditions de participation à la procédure de passation y sont définies, en ce qu'elles sont propres à garantir que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du contrat de concession, et dès lors qu'il s'agit en l'espèce de la délégation de gestion d'un service public de fixer ces conditions de participation en fonction de l'aptitude des candidats à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, ces conditions étant liées et proportionnées à l'objet du contrat de concession ou à ses conditions d'exécution. Il précise que ce n'est qu'après examen de leurs capacités et de leurs aptitudes que l'autorité concédante dresse la liste des candidats admis à participer à la suite de la procédure de passation du contrat de concession (examen des offres),

Considérant qu'en ce qui concerne les offres, les critères objectifs de jugement des offres sont définis dans le règlement de la consultation, les critères devant permettre d'attribuer le contrat au soumissionnaire qui a présenté la meilleure offre au regard de l'avantage économique global pour la Commune.

Considérant que les documents de la consultation qui comprennent conformément au Code de la commande publique l'ensemble des documents fournis par l'autorité concédante ou



auxquels elle se réfère, pour définir l'objet, les spécifications techniques et fonctionnelles, les conditions de passation et d'exécution du contrat de concession, ainsi que le délai de remise des candidatures ou des offres et, s'il y a lieu, les conditions de tarification du service rendu à l'utilisateur. Ils comprennent notamment l'avis de concession, le cahier des charges de la concession et, le cas échéant, l'invitation à présenter une offre (en l'espèce il sera demandé une remise conjointe des candidatures et des offres),

Considérant que cette question a été présentée à la Commission urbanisme, travaux, environnement et à la Commission des moyens généraux du 3 avril 2019,

**Le Conseil municipal décide à l'unanimité :**

- d'approuver le rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire du service public de l'eau potable et ledit document,
- d'approuver au vu de ce rapport le principe de la délégation du service public de distribution de l'eau potable dans les conditions mentionnées audit document,
- d'approuver en tous points l'exposé qui précède et l'organisation ainsi que les documents de la consultation de la procédure qui en résulte,
- de charger Monsieur le Maire à engager la procédure de mise en concurrence dans les conditions et selon les modalités qui viennent d'être définies et sur la base des documents qui viennent d'être validés.

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze, le 13 avril 2019

Acte rendu exécutoire  
après dépôt électronique en Préfecture  
et publié le 18 avril 2019

Pour copie conforme au registre  
Bagnols-sur-Cèze, le 13 avril 2019

Le Maire  
Jean-Yves CHAPELET